

nous ne devrions pas pour autant résilier un contrat que nous avons conclu avec un autre pays. L'Inde et la Chine communiste n'ont cessé d'avoir des différends frontaliers jusqu'ici, et le député serait le dernier, j'en suis sûr, à demander à la population canadienne de résilier un contrat en vigueur.

M. Thompson: Monsieur l'Orateur,...

M. Herridge: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser, aux fins de la précision, une question qui vient compléter la dernière qu'on a formulée.

M. l'Orateur: Le député de Red-Deer désire poser une question complémentaire?

M. Thompson: Oui, monsieur l'Orateur.

M. Herridge: Ma question vise à obtenir des précisions.

M. l'Orateur: Dans ce cas, je permets à l'honorable député de la poser. J'accorderai ensuite la parole au représentant de Red-Deer.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Étant donné que, selon la *Presse canadienne*, une mission de l'aviation de l'Inde est en route vers le Canada afin de voir s'il serait possible d'acheter des appareils de transport du type Caribou et vu les nouvelles alarmantes concernant les attaques opérées contre l'Inde par la Chine, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre si l'Inde a demandé de l'aide?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, le gouvernement de l'Inde n'a fait aucune démarche officielle auprès du gouvernement canadien en vue d'acheter des avions ou d'autre matériel militaire. Les députés n'ignorent pas que le Canada n'a aucun engagement officiel envers l'Inde dans le domaine militaire. Cela ne nous empêche pas, cependant, de déplorer les attaques dont l'Inde est victime en ce moment, et si jamais le gouvernement de l'Inde s'adressait à nous, en raison de sa situation et vu que ce pays fait aussi partie du Commonwealth, nous accorderions certes toute l'attention voulue à une telle demande.

M. Thompson: Une question complémentaire.

M. l'Orateur: J'accorde la parole au député d'York-Nord.

M. John H. Addison (York-Nord): J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Af-

aires extérieures. Le ministre peut-il dire à la Chambre si le Canada se propose d'appuyer toute initiative en vue de faire intervenir les Nations Unies dans le conflit qui sépare la Chine et l'Inde à l'heure actuelle?

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, il n'est pas encore opportun que je fasse une déclaration en réponse à cette question.

M. Thompson: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question complémentaire.

M. l'Orateur: Veuillez m'excuser.

M. Thompson: Vu l'attaque de grande envergure que les forces militaires de la Chine communiste ont déclenchée contre l'Inde, le premier ministre peut-il nous dire si le gouvernement songe à modifier sa prise de position sur la vente du blé canadien à la Chine?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je crois que j'ai bien mis les points sur les «i». D'après ce que j'ai lu dans les journaux, je sais que le représentant désapprouve fortement la vente de notre blé à la Chine. Cependant, je lui ferai remarquer qu'il n'y a pas eu jusqu'ici d'attaques militaires de grande envergure.

(Plus tard)

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Puis-je demander au premier ministre si, se fondant sur les renseignements que le gouvernement seul possède, le gouvernement estime que l'Inde a été victime d'un acte d'agression?

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, le gouvernement indien estime qu'il n'y a pas eu un seul acte d'agression mais plusieurs. D'après nos relations passées avec l'Inde nous pouvons dire que ce pays nous présente toujours les faits dans leur clarté propre et réelle.

BERLIN—SIGNES DE CRISE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Thomas R. Berger (Vancouver-Burrard): Monsieur l'Orateur, permettez-moi de poser une question au premier ministre. Le premier ministre a déclaré, la semaine dernière, que d'après certains indices l'Union soviétique provoquerait sous peu une nouvelle crise à Berlin. Le premier ministre peut-il nous dire d'où il tient ses informations?